

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Appel de Gérard Filoche à voter motion B le 21 mai

- Politique - Au Parti Socialiste - Congrès de Poitiers - juin 2015 -

Date de mise en ligne : mardi 21 avril 2015

Démocratie & Socialisme

@import url(http://fonts.googleapis.com/css?family=Oxygen:400,700); BODY margin:0;padding:0;font-family:'Oxygen', sans-serif; line-height:1.35em;

[http://list.filoche.net/media/source/MotionB/agpg.gif]

[http://list.filoche.net/media/source/MotionB/gerard.jpg]

Appel de Gérard Filoche à voter motion B le 21 mai

Le Parti socialiste va-t-il continuer de s'appeler socialiste ? C'est ni plus ni moins la question qui se pose pour notre Congrès de Poitiers : Manuel Valls, Premier ministre, signataire de la motion A avec Jean-Christophe Cambadélis, a proclamé que nous sommes tous la « **gauche passéiste** », que nous « **risquons de mourir** », et a demandé à ce que nous changions de nom, Emmanuel Macron a déclaré qu'il y avait un « **foyer infectieux** » dans le PS, qu'il a qualifié « **d'étoile morte** » ... Auront-ils la majorité ?

Je vous appelle solidairement à l'empêcher et, donc, à voter pour la **motion B** que j'ai aidé à initier, à construire, à unir, en tant que membre du Bureau national du Parti socialiste.

Je crois avoir un peu de crédit, obtenu par de longs combats pour toutes les causes sociales de toutes ces dernières années et ce crédit, qui me vaut, avec mes amis [1](#), l'appui de beaucoup de salariés, de syndicalistes, je le mets au service du succès de la **motion B**.

La **motion B** est un rassemblement large et crédible de dirigeants socialistes, et une réorientation qui offre la possibilité de sauver notre Parti de cette menace historique.

La **motion B** peut gagner, elle en a les idées et les moyens. C'est une motion où on a décidé qu'il n'y aurait pas de "chefs", mais un collectif, pas de leader mais un travail en commun, et j'en suis.

Le choix de Poitiers, c'est s'inscrire dans le meilleur de la tradition socialiste ou, sinon, laisser s'installer une évolution à la Macron.

La question principale est : pouvons-nous redresser la barre et ne pas sombrer, comme cela a été le cas dans les quatre dernières élections, municipales, européennes, sénatoriales, départementales ?

Allons-nous, jouer en tant que Parti socialiste un rôle politique, indépendant, constructif, éviter un autre 21 avril 2002 ? Pouvons-nous dans les 600 jours qui viennent sauver le quinquennat ?

Oui ! Il le faut. Pas de fatalisme. Rien n'est joué. C'est maintenant. C'est possible. C'est à Poitiers.

Nous avons tout, depuis 10 ans : notre peuple votait à gauche, cherchait la gauche, et a donné tous les pouvoirs à la gauche. C'était sans précédent : toute la France était à gauche ! Et parce que le chômage a augmenté de 500 000, parce que les inégalités se sont creusées, parce que la misère s'est accrue, parce que le gouvernement n'a pas

répondu à ces attentes, aux besoins de gauche, maintenant nos électeurs s'abstiennent

95 % des socialistes n'ont pas voté pour Manuel Valls, ni pour sa politique actuelle défendue par la motion A : nous avons voté unanimement en 2011 pour un « **projet socialiste** » qui n'est pas respecté, et en 2012 pour un « **discours du Bourget** » qui n'est pas mis en oeuvre.

Notre parti se trouve donc à la remorque de choix politiques qu'il n'a pas voulus, qu'il n'a pas votés, et ses militants sont bien incapables de les défendre devant notre électorat devenu hostile - précisément à cause de ces choix.

A Poitiers, en jouant un rôle actif, en impulsant une meilleure politique, notre Parti socialiste, peut réorienter le groupe parlementaire et se faire entendre du Président ; et même aider, du même coup, celui-ci à résister et se faire entendre enfin en Europe contre les exigences antisociales que veulent chaque jour nous imposer les libéraux à Bruxelles.

Si ça va mal, ce n'est pas parce que la « **crise est plus grave que prévue** », ni qu'on « **ne peut pas faire autrement** » ni qu'une « **politique sociale est impossible** », ni parce qu'il n'y aurait « **plus de sous** » ! En fait la France n'a jamais été aussi riche de son histoire, et les richesses aussi mal partagées.

C'est notamment parce que les richesses ne sont plus partagées, plus redistribuées, que nous sommes en crise : les inégalités, ça nuit à l'économie !

Pour la relance, il faut augmenter les salaires, il faut partager le travail, il faut investir ! La hausse de la consommation, l'engagement vers une transition écologique, rempliront les carnets de commande au contraire de la déréglementation du travail. Il faut faire le contraire, oui, de ce qu'on fait depuis deux ans sous la pression de Mme Merkel et de la commission européenne libérale intégriste - qui conduit l'Europe dans le mur.

Emmanuel Macron dit que nos « **salaires sont trop élevés** ». Michel Sapin « **demande aux entreprises de ne pas les augmenter** ». Du coup, la seule chose qui augmente, ce sont les dividendes, car le Medef n'a aucune envie d'être compétitif : il préfère essentiellement accroître ses marges. Les 40 milliards donnés par le CICE, le Pacte de responsabilité au patronat, ne vont pas à l'emploi mais à la spéculation, c'est la finance qui les siphonne.

Ce sont pourtant les salaires qui font l'emploi, c'est l'austérité qui fait le chômage.

C'est pourquoi il faut combattre la finance, taxer les transactions, faire une vraie réforme bancaire, faire une vraie réforme fiscale, faire une vraie lutte contre la fraude fiscale, ce que nous n'avons pas fait hélas depuis trois ans !

Une vraie lutte contre la fraude fiscale permettrait de récupérer plus de 80 milliards au lieu de les prélever sur nos collectivités territoriales, sur notre sécurité sociale, sur nos hôpitaux, nos écoles, nos transports publics, et tous nos services publics. Pourquoi s'en prendre à la pension de réversion des veuves, aux petits salaires bloqués, et aux allocations familiales plutôt qu'au richissime CAC 40 qui gaspille ? Pourquoi donner 41 milliards au patronat qui n'en fait rien, au lieu de créer des emplois publics dont nous avons tous besoin - y compris pour les entreprises !

Il y a une erreur tragique d'orientation. Michel Sapin fait remarquer que les déficits ont baissé de 5,3 à 4 % depuis 2012 : oui mais, justement, en même temps la « dette » présumée du pays a augmenté de 86 à 96 %. Réduire les déficits pour payer la « dette » cela fait reculer l'économie : c'est comme un jardinier qui arrose la rivière pendant que son jardin s'assèche.

Si vous votez **motion B**, vous avez une alternative !

Vous avez dans la **motion B**, les mots pour le redressement, pour la relance, pour la reprise de nos espoirs.

Vous avez l'anti-loi Macron : au lieu de détruire le code du travail, nous voulons le construire. Emmanuel Macron l'a dit, en rendant par ailleurs hommage à Margaret Thatcher, « **je ne suis pas là pour défendre les emplois existants** ». Nous, oui ! C'est l'ordre public social qui crée de l'emploi, alors que la flexibilité, la déréglementation, la facilitation des licenciements, le recul de l'état de droit dans l'entreprise, tout cela crée du chômage.

Dans la **motion B**, nous disons comment réorienter.

Avec la **motion B**, c'est un vote sur des positions légitimes comme les congrès précédents pas un risque de rupture vers le libéralisme.

Dans la **motion B**, nous avons une équipe de direction capable de conduire le parti.

Dans la **motion B**, nous sommes défenseurs du socialisme, pas du « **macronisme** ».

Dans la **motion B**, vous avez les idées et les gens pour ré-animer l'espoir de mai juin 2012.

Dans la **motion B**, le Président lui-même les ayant reçus, vous avez les députés et les forces pour que le Parlement reprenne les choses en main et qu'il en surgisse un gouvernement d'unité de la gauche - pour les 600 jours qui viennent.

Et n'allez pas croire la motion A qui se met soudain à faire de la surenchère étonnante pour une « **nouvelle alliance populaire** » ! Qui imagine une alliance, un front populaire sur la politique de Valls et Macron ? Personne ne le peut, pas une seule seconde.

Avec la **motion B**, on peut être sauvés.

La raison socialiste peut revenir.

Nous défendons un programme d'action de gouvernement immédiat.

Si le président n'a pas suivi les électeurs, certains signes démontrent que la proximité du congrès du parti le met à l'écoute : la loi Macron est repoussée fin juin, une 2° loi Macron est écartée, le CDI n'est plus attaqué, la motion A elle-même a accepté des amendements - ENFIN - sur des « **contreparties** » au « **pacte de responsabilité** », ça bouge dans notre sens.

La **motion B** est utile à peine née... donnez-lui la force, donnez-lui la majorité, et l'espoir renait !

Gérard Filoche

Nous avons besoin de financement : la **motion B** est une confédération, rassemblée à partir de différentes sensibilités socialistes. La revue mensuelle de la gauche socialiste (qui existe depuis 23 ans) Démocratie & Socialisme y participe de toutes ses forces, elle a besoin de soutien financier (voyages, frais de communication, de diffusion...) . Envoyez des fonds, vite, même modestes, à :

« **D&S** » c/o G. Filoche

85, rue Rambuteau

75 001 Paris.

Abonnez-vous à la revue Démocratie & Socialisme :

<http://democratie-socialisme.org/IMG/pdf/abonnementDS.pdf>

Allez sur nos sites et rediffusez-les :

<http://www.democratie-socialisme.org>

<http://www.filoche.net>

Abonnez-vous à la lettre de D&S :

<http://list.filoche.net/subscribe.php>

(1) Nous sommes en campagne : Il y a 35 jours pour convaincre les militants. Participez tous : si vous êtes socialistes en situation de voter, signez l'appel pour la **motion B**. Transmettez-nous votre signature (gerard.filoche@gmail.com.) Si vous êtes socialistes, mais n'avez pas régularisé votre situation, mettez-vous en règle, c'est encore possible pour ceux qui n'ont pas payé leur cotisation depuis deux ans. [\(retour\)](#)